

BANQUE DE FRANCE

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2021 ET PERSPECTIVES 2022

Février 2022

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte National

Contexte national : l'économie française résiliente devant la crise de la Covid-19

La pandémie de Covid-19 s'est accompagnée d'une crise économique d'une ampleur considérable. En 2020 la baisse du PIB a été la plus forte jamais observée en temps de paix. L'année 2021 a marqué le retour à une croissance dynamique. Selon le [FMI](#), le PIB mondial a augmenté de 5,9 % en 2021. La croissance de la zone euro a été solide elle aussi, elle a atteint 5,2 % en 2021, après une baisse de -6,5 % en 2020.

En France, l'activité économique a retrouvé son niveau d'avant-crise dès le troisième trimestre, et sur l'ensemble de l'année 2021, la croissance du PIB culmine à 7,0 %. **En dépit des vagues épidémiques survenues en avril, en août, puis en novembre, l'économie française s'est donc montrée résiliente.** L'industrie a d'abord porté la reprise en début d'année, avant que la production soit affectée, durant l'été, par des problèmes d'approvisionnement, particulièrement sévères dans les secteurs de l'automobile, des équipements électroniques et des machines et équipements. À partir du deuxième trimestre, les services marchands sont devenus le principal moteur du dynamisme de la croissance. L'allègement des contraintes sanitaires permis par la généralisation de la vaccination et le déploiement du pass sanitaire a favorisé une normalisation de l'activité dans des secteurs très touchés comme le commerce, les transports ou l'hébergement restauration. Le ralentissement dû à l'effet Omicron fin 2021 -début 2022 devrait être limité et temporaire.




Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2021, l'activité serait encore dynamique dans les prochaines années avec une croissance annuelle de 3,6 % en 2022 puis 2,2 % en 2023, avant un retour à un rythme proche du potentiel et nettement plus faible à seulement 1,4 % en 2024.

La situation sur le marché du travail s'est fortement normalisée en 2021. L'emploi salarié a rebondi à la suite de la levée des contraintes sanitaires au printemps et durant l'été. Le taux de chômage s'établit autour de 8% mi-2021, soit le même niveau que fin 2019 avant la pandémie de Covid-19 et, selon nos projections, il pourrait diminuer jusqu'à 7,7 % en moyenne en 2024.

L'inflation totale connaît un pic proche de 3,5 % fin 2021, avec une forte contribution de sa composante énergétique, puis repasserait au-dessous de 2 % d'ici fin 2022. Elle s'établirait à un rythme de 1,5-1,6 % en 2023 et 2024, et 1,7% hors énergie et alimentation, portée alors par la dynamique retrouvée des prix des services.

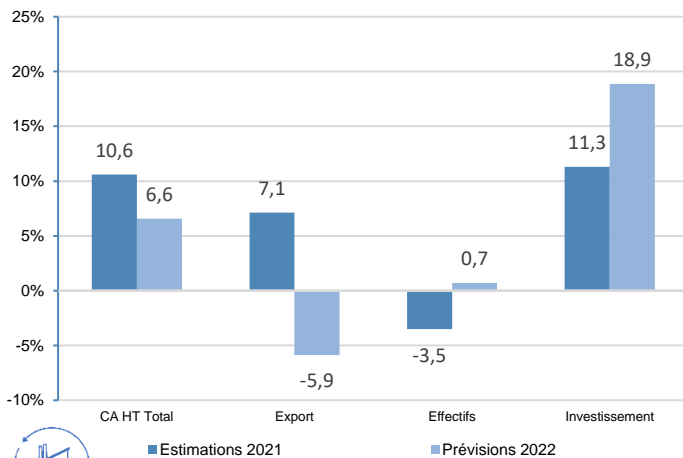
Dans le contexte d'une reprise forte mais incertaine, **l'Eurosystème a continué d'assurer un soutien essentiel à l'économie de la zone euro à travers sa politique monétaire.** Les conditions de financement sont ainsi restées favorables pour les entreprises et les ménages de l'ensemble des pays de la zone.

Chiffres clefs

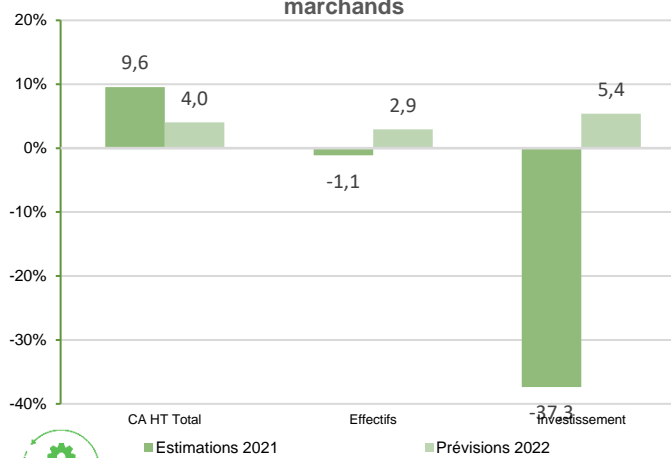
	Chiffre d'affaires	2021 :	+10,6%
		2022 :	+6,6%
	Exportations	2021 :	+7,1%
		2022 :	- 5,9%
	Effectifs	2021 :	-3,5%
		2022 :	+0,7%
	Chiffre d'affaires	2021 :	+9,6%
		2022 :	+4%
	Effectifs	2021 :	-1,1%
		2022 :	+2,9%
	Production totale	2021 :	+9,5%
		2022 :	+0,6%
	Effectifs	2021 :	-0,8%
		2022 :	+1,1%

Situation régionale

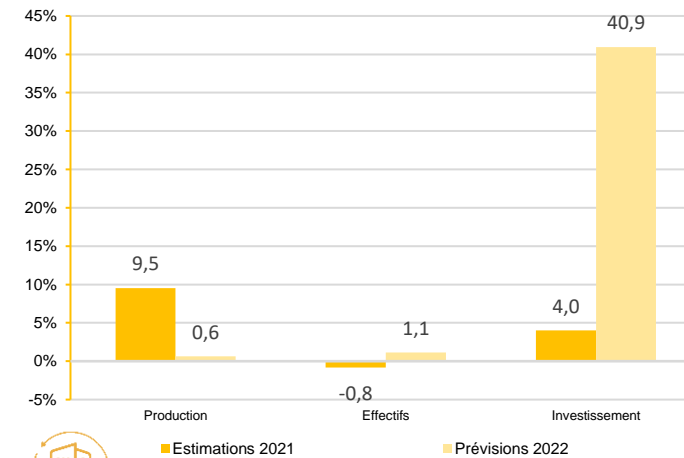
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

Les entreprises de la région Centre-Val de Loire enregistrent un net redressement de leur activité en 2021, mesurée par l'évolution du chiffre d'affaires. Il est d'une ampleur similaire dans l'industrie, le BTP, et les services aux entreprises (contrairement aux services aux particuliers, où l'hôtellerie-restauration a souffert à nouveau en 2021 des diverses restrictions sanitaires). On observe toutefois que tous les secteurs n'ont pas retrouvé leur niveau d'activité d'avant-crise, en particulier le secteur de la fabrication des matériels de transport. Plus généralement, dans de nombreux secteurs, l'activité régionale a été bridée par des difficultés généralisées d'approvisionnement et de recrutement.

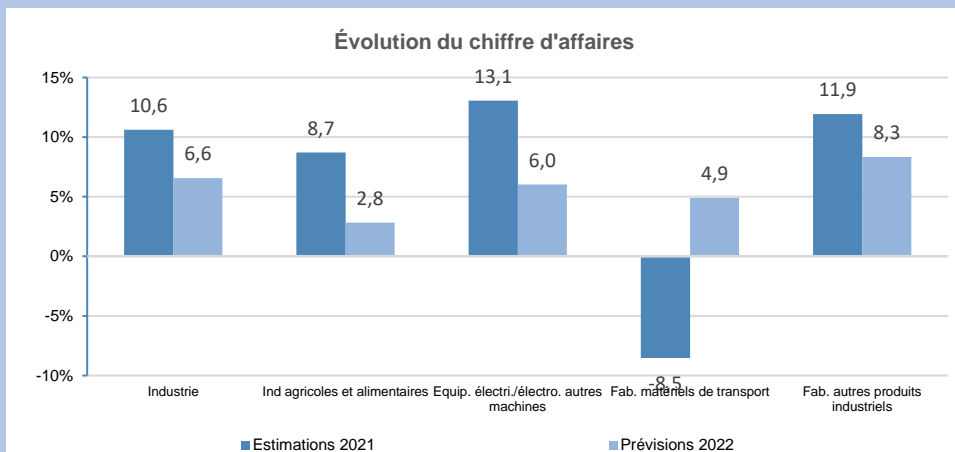
Sur le marché du travail, la filière des transports contribue de façon significative à la baisse des effectifs industriels en région. Mais on observe globalement des difficultés de recrutement et de turnover persistantes dans de très nombreuses entreprises du secteur marchand.

En 2022, les perspectives d'activité et d'emploi restent orientées favorablement, à des degrés divers. Dans l'industrie, le redressement des filières automobile et aéronautique devrait permettre un rythme de croissance encore soutenu. En revanche, l'activité devrait ralentir légèrement dans le BTP, ce qui n'est pas totalement une surprise compte tenu des niveaux d'activité historiquement élevés observés en 2021 et les contraintes d'approvisionnement et de recrutement qui limitent les capacités de production.



Synthèse de l'Industrie

Les entreprises industrielles de la région ont enregistré une croissance significative de leur chiffre d'affaires en 2021 (+10.6%) après la chute historique de près de 9% observée en 2020. En revanche, les effectifs n'ont pas suivi ce mouvement, mais avec des disparités importantes selon les secteurs et les entreprises. En 2022, la reprise devrait se poursuivre, à un rythme un peu moins soutenu, tandis que l'emploi se redresserait légèrement.

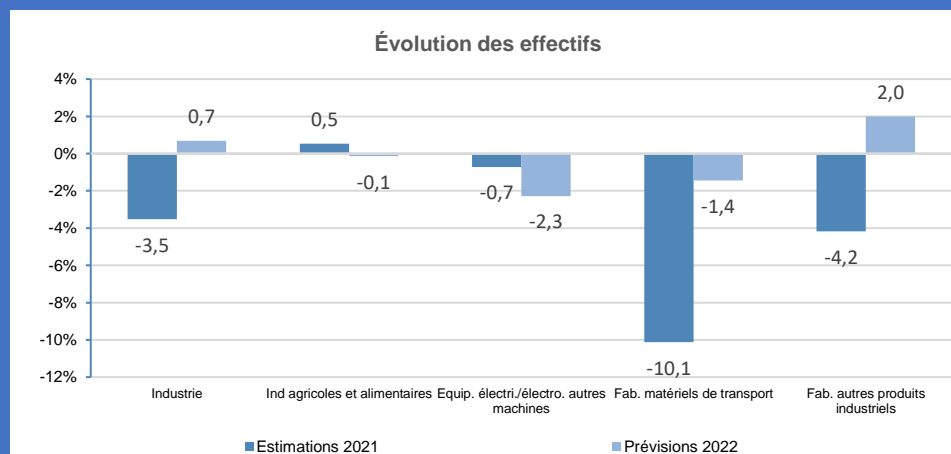


Après deux années de croissance consécutives, l'industrie régionale avait souffert en 2019 d'une dégradation des échanges extérieurs au quatrième trimestre, dans un environnement international dégradé. En 2020, la baisse des chiffres d'affaires s'était établi à -8,4%, alors que les industriels anticipaient une reprise assez nette (+2,4%).

En 2021, le rebond des chiffre d'affaires a été en moyenne de 10,6 %, alors que les chefs d'entreprise anticipaient une hausse de de 3,7%. Ce résultat est tout à fait cohérent avec le profil de croissance de l'économie française en 2021, avec un retour beaucoup plus fort et rapide que prévu aux niveaux d'activité d'avant-crise. Pour autant, il est probable que la progression des chiffres d'affaires aurait été plus importante, en l'absence de difficultés d'approvisionnement et de recrutement qui ont perturbé l'organisation des entreprises et bridé leur activité.

Après une année 2019, qui avait été positive en termes de créations d'emploi, la réduction des effectifs industriels en 2020 avait été significative (-3%) mais relativement contenue au regard de l'amplitude du choc d'activité. Par ailleurs, les recrutements, notamment les intérimaires, avaient redémarré dès le 2^{ème} semestre 2020 dans plusieurs secteurs, en particulier, les industries agroalimentaires et l'industrie pharmaceutique, qui avaient bénéficié d'une demande soutenue durant la crise.

En 2021, les entreprises ont d'abord recouru moins massivement à l'activité partielle, en augmentant le nombre d'heures travaillées par les effectifs permanents. Par ailleurs, en fin d'année 2021, l'emploi a pâti d'un moindre dynamisme de la filière automobile et de l'assèchement du marché du travail. Par ailleurs, certaines entreprises de la région ont mis en œuvre en 2021 des PSE annoncés en 2020.



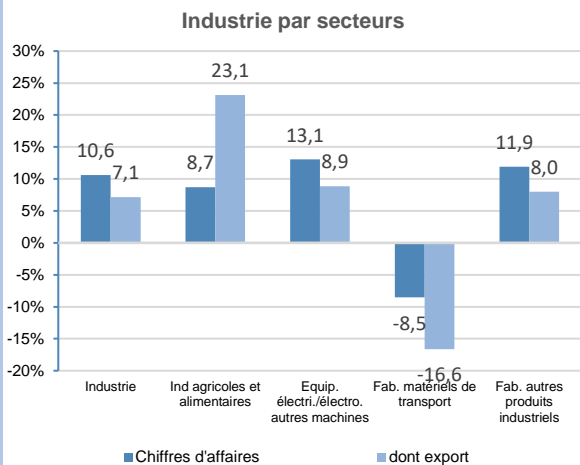
Source Banque de France – INDUSTRIE



15%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

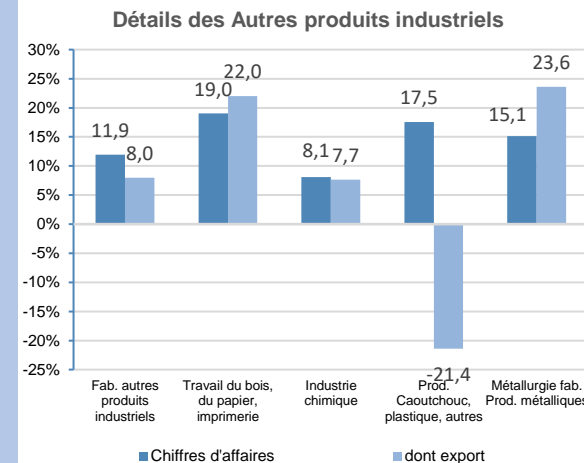
En 2021, le rebond des chiffres d'affaires a été en moyenne de 10,6 %, alors que les chefs d'entreprise anticipaient une hausse de 3,7%. Néanmoins, malgré un retour beaucoup plus rapide que prévu aux niveaux d'avant crise, l'activité a été bridée par des difficultés d'approvisionnement et de recrutement, notamment les matériels de transports ; de fait, il s'agit du seul secteur dont le chiffre d'affaires se contracte en 2021.



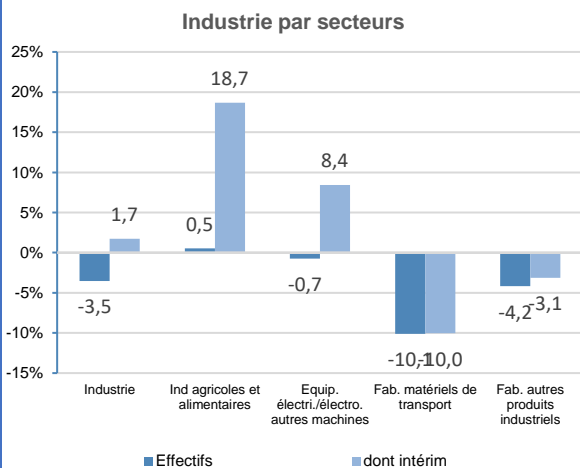
Chiffre d'affaires, dont export

Sans surprise, le rebond de l'activité en 2021 a été plus ou moins symétrique des baisses enregistrées en 2020, les pertes d'activité ayant été effacées dès le 3^{ème} trimestre 2021.

Par ailleurs, comme en 2020, on observe un moindre dynamisme des exportations par rapport à la production intérieure, reflétant notamment la très forte demande intérieure et les perturbations résiduelles du transport international.



Bilan 2021

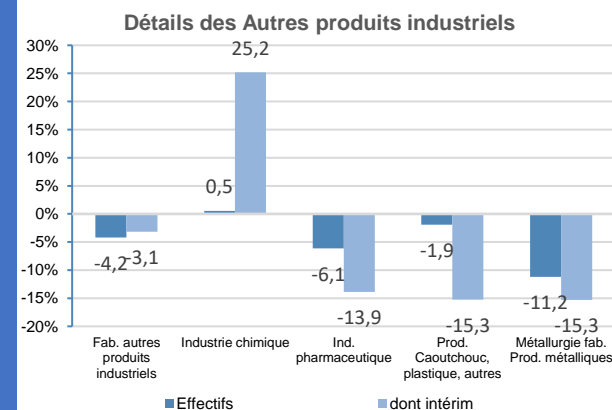


En 2020, la réduction des effectifs industriels globaux avait été significative mais relativement contenue au regard du choc d'activité. En 2021, le dynamisme de l'emploi s'est d'abord traduit par un recours moins massif à l'activité partielle, les entreprises augmentant dans un premier temps le nombre d'heures travaillées par les effectifs en place.

Effectifs, dont intérim

En 2020, plusieurs secteurs, en particulier l'agro-alimentaire et la pharmacie avaient commencé à reconstituer leurs effectifs. En 2021, l'emploi industriel a pâti d'un moindre dynamisme de la filière automobile.

Dans les « autres produits industriels », les disparités sectorielles sont demeurées importantes en termes d'emploi et de recrutements.

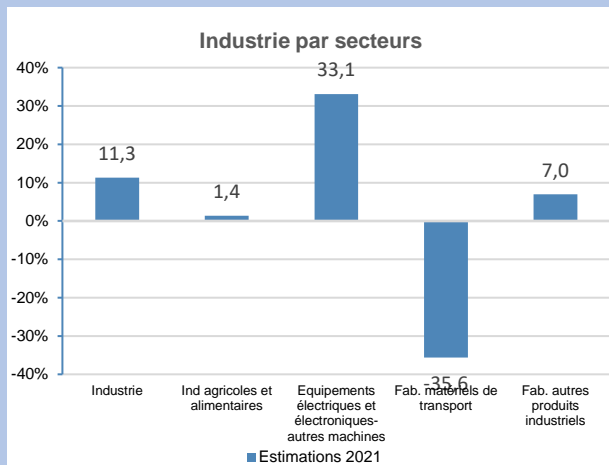


Effectifs, dont intérim



20%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



Les dépenses d'investissement avaient progressé globalement de 1,0% en 2019, la crise sanitaire provoquant en 2020 une réduction brutale (-8,8%), du fait du report de nombreux projets. Sans surprise, le rebond très fort et rapide de l'activité en 2021 s'est traduit par une nette progression des investissements (+ 11,3 %).

Comme pour les effectifs, les plus fortes contractions de dépenses d'investissement se sont concentrées dans la fabrication

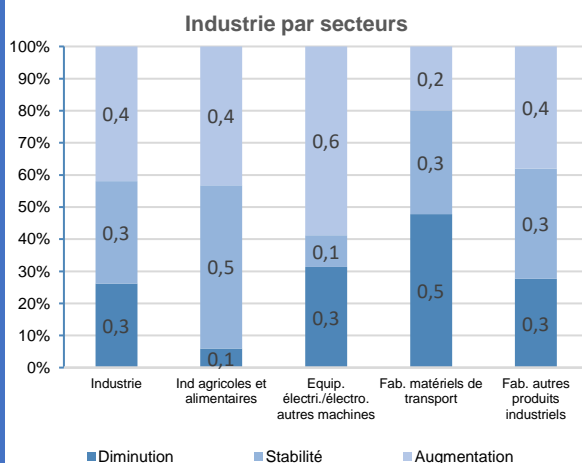
Évolution des investissements

Toutefois, en dépit de conditions de financement très favorables et de situations de trésorerie dans l'ensemble confortables, ce rebond des investissements aura été en deçà des prévisions des chefs d'entreprise début 2021, qui anticipaient une augmentation des investissements de près de 30%.

Pourquoi cet écart? D'une part, l'industrie agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique avaient déjà réalisé en 2020 des investissements significatifs. D'autre part, les investissements prévus dans la fabrication des matériels des transports ont été à nouveau différés en 2022. Enfin, un dernier facteur pourrait rendre compte de cette croissance en apparence décevante des investissements: les difficultés d'approvisionnement qui ont perturbé les chaînes de production ont également affecté l'offre de biens d'équipement et de machines, qui s'est avérée insuffisante pour répondre à la demande.



Bilan 2021

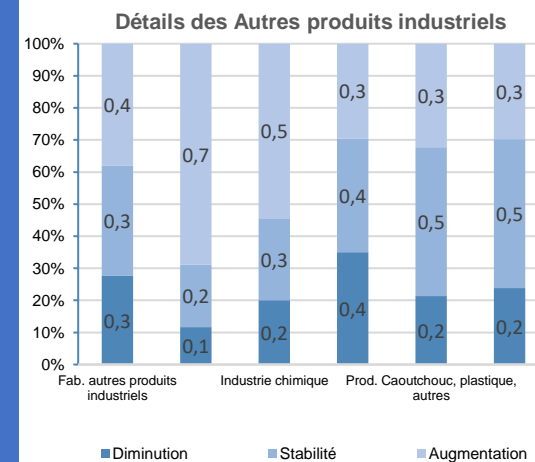


Dans un contexte d'activité très dégradé en 2020, la rentabilité s'était logiquement effritée: plus de 50% des chefs d'entreprise interrogés faisaient état d'une baisse de leur rentabilité. En 2021, sans surprise, cette proportion est passée de 50 % à moins de 30 %, ce qui correspond pour l'essentiel à une augmentation de près de 20 % des entreprises ayant rétabli leur rentabilité en 2021.

Rentabilité

Toutefois, la proportion des entreprises enregistrant une baisse de leur rentabilité est le double de celle que prévoyait notre enquête début 2021 (ils n'étaient que 14% à anticiper une dégradation de leur rentabilité). Ceci pourrait s'expliquer notamment par un délai de répercussion des prix des intrants sur les prix de vente, et une croissance inférieure à celle attendue dans certains secteurs.

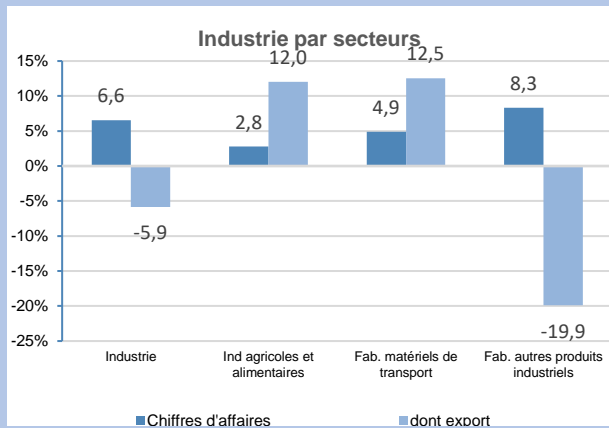
Rentabilité





45%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

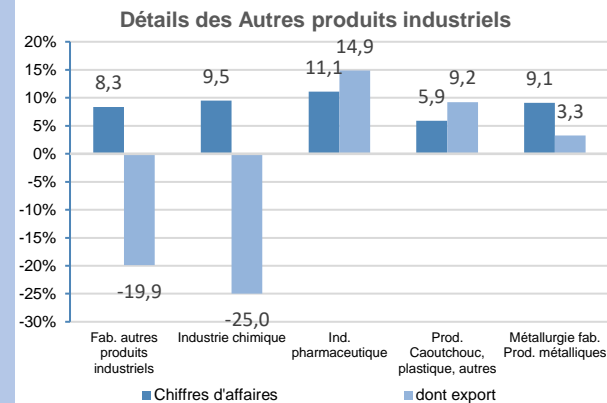
Chiffre d'affaires, dont export



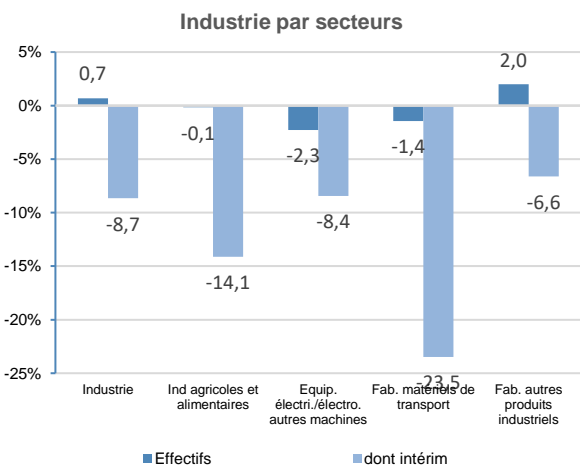
En 2022, les chiffres d'affaires progresseraient de 6,6%, tirée par la demande intérieure plutôt que par les exportations. Tous les secteurs devraient suivre cette tendance de façon plus ou moins marquée. La fabrication de matériels de transport devrait connaître un redressement assez net, en particulier sur les marchés exports, reflétant une dissipation des difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs.

Chiffre d'affaires, dont export

Alors que le secteur de la fabrication des autres produits industriels anticipe une croissance de l'ordre de 8%, en dépit d'un net repli des exportations de l'industrie chimique. L'industrie pharmaceutique reste sur une tendance soutenue de sa croissance, alors même que ce secteur avait été un des rares à tirer son épingle du jeu durant la crise sanitaire.



Perspectives 2022

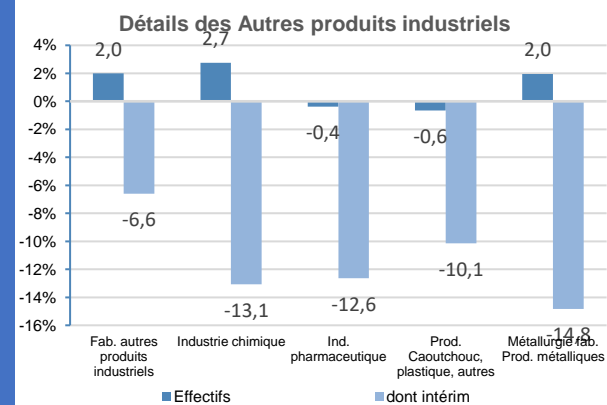


Alors que l'emploi a peu évolué en 2021, les volants intérimaires devraient se contracter dans tous les secteurs en 2022.

Effectifs, dont intérim

Cette tendance générale s'observerait également dans les « autres produits industriels ». Le personnel permanent devrait croître en 2022, de l'ordre de 2% en moyenne. Dans le même temps, les entreprises réduiraient le recours aux intérimaires.

Effectifs, dont intérim





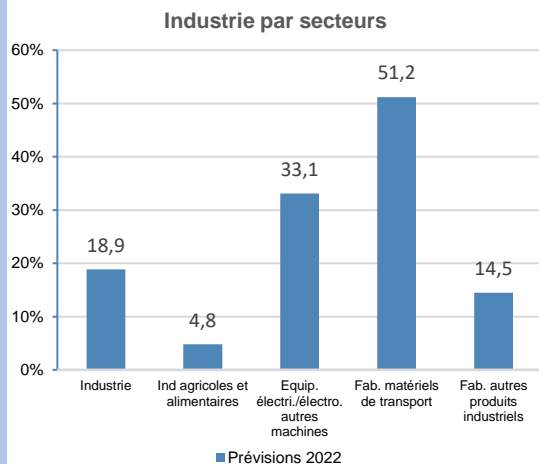
60%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Investissements

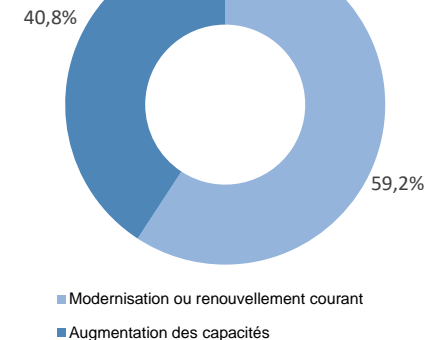
En lien avec les prévisions d'activité favorables pour 2022, tous les secteurs de l'industrie anticipent un accroissement significatif des investissements physiques. Leur progression est particulièrement forte dans le secteur de la fabrication de matériel de transport, dont les investissements prévus en 2021 ont été reportés sur 2022.

Orientation des prévisions

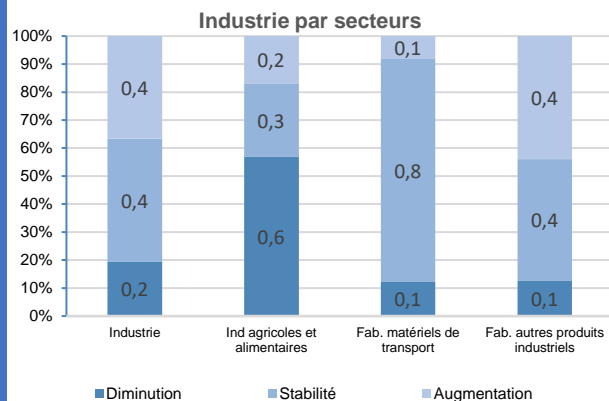
Les dépenses d'investissement s'orienteraient pour près de 60% vers une modernisation ou un renouvellement de l'outil de production.



Orientation des prévisions d'investissements



Perspectives 2022

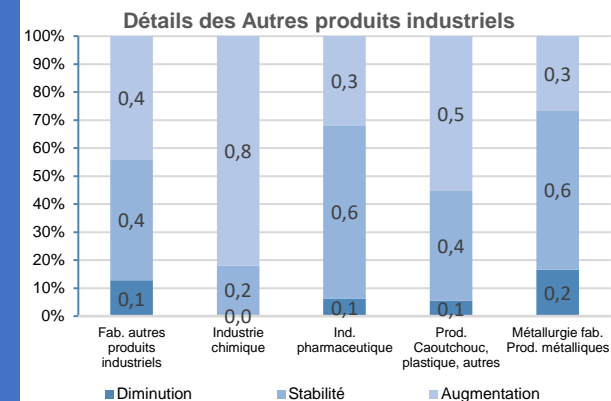


Avec une activité dynamique attendue en 2022, les industriels sont globalement optimistes concernant leurs marges, avec une forte proportion tablant sur une stabilité.

Rentabilité

En moyenne, près de 45% des entreprises dans les « autres produits industriels » anticipent en 2022 une progression de leur rentabilité, dont près de 80% dans l'industrie chimique.

Rentabilité

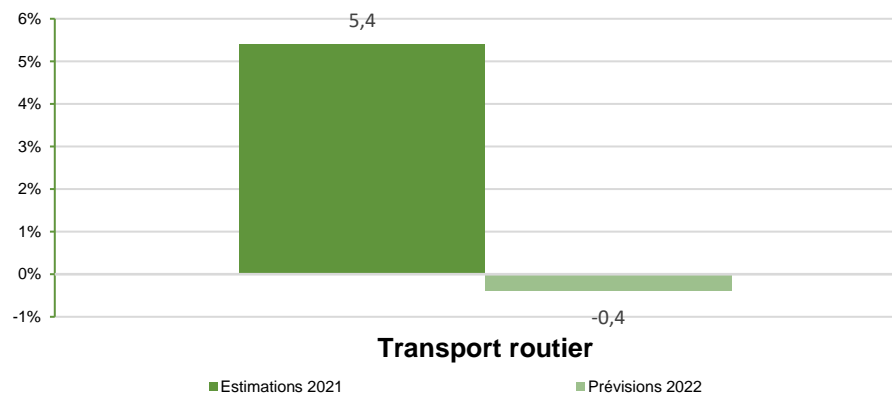
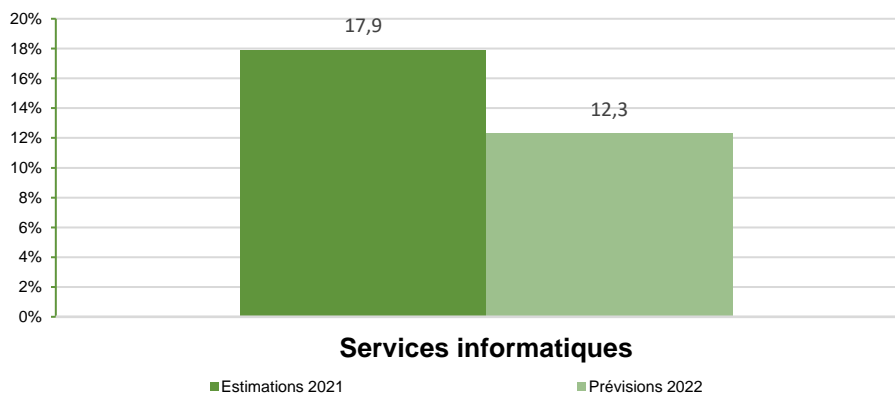




Synthèse des services marchands :

En 2021, comme en 2020, ce sont essentiellement les services marchands destinés aux entreprises qui ont tiré leur épingle du jeu. S'agissant des services informatiques, le redressement des chiffres d'affaires en 2021 (18%) aura été significativement supérieur à la hausse anticipée par les chefs d'entreprise en début d'année (11%). Quant au secteur du transport routier de marchandises, dont la conjoncture est assez fortement corrélée à celle industrie, la progression du chiffre d'affaires (6%) est moins vigoureuse que dans les services informatiques.

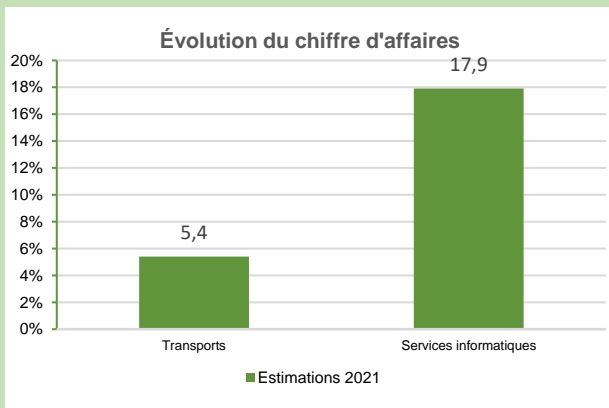
Chiffre d'affaires





25%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

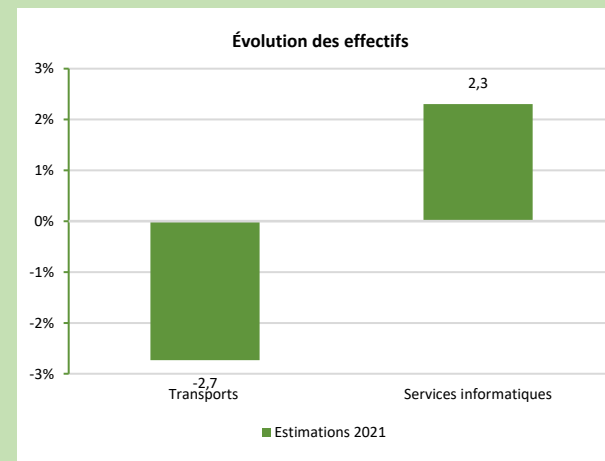


Chiffre d'affaires

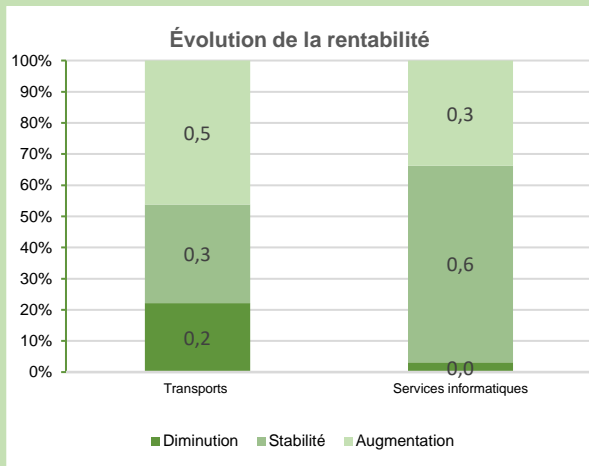
Dans les services informatiques, le redressement des chiffres d'affaires en 2021, proche de 18%, aura été significativement supérieur aux 11% anticipés par les chefs d'entreprise en début d'année. Le secteur informatique aura bénéficié en 2021 non seulement de la reprise d'activité globale mais également de la forte demande des entreprises en matière d'informatisation et de digitalisation.

Effectifs

En 2020, la crise n'avait que partiellement impacté les effectifs, grâce aux dispositifs de soutien à l'emploi. Après le redémarrage de l'emploi dès le 2^{ème} semestre 2020, le secteur des transports a connu en 2021 des difficultés croissantes de recrutement. Ces dernières pourraient également rendre compte d'une augmentation des effectifs (2.3%) de moindre ampleur que les 6,5% anticipés en début d'année.

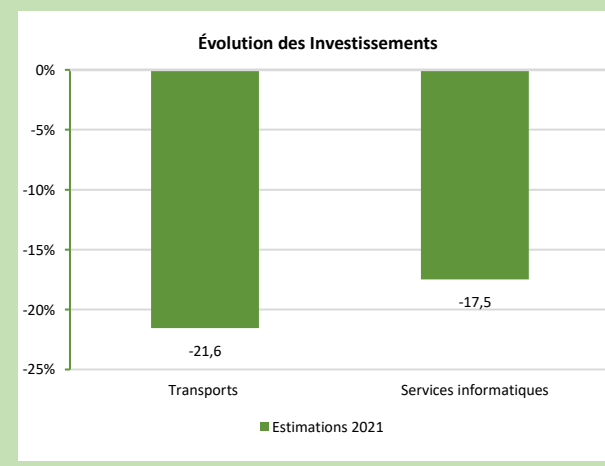


Bilan 2021



Les services informatiques avaient été en 2020 un des rares secteurs où la dégradation de la rentabilité était restée relativement limitée. Cela permettrait d'expliquer que près de 65% des entreprises déclarent une stabilité de leurs marges.

On observe un recul régulier des dépenses d'investissement depuis 2019. En 2021, une partie des dépenses prévues n'a pas pu être réalisée en raison des difficultés d'approvisionnement en camions neufs. Une stabilisation de ces dépenses est attendue en 2022.



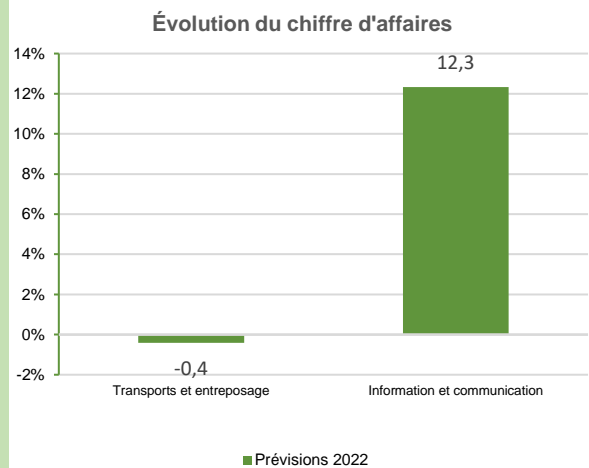
Rentabilité

Investissements



25%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



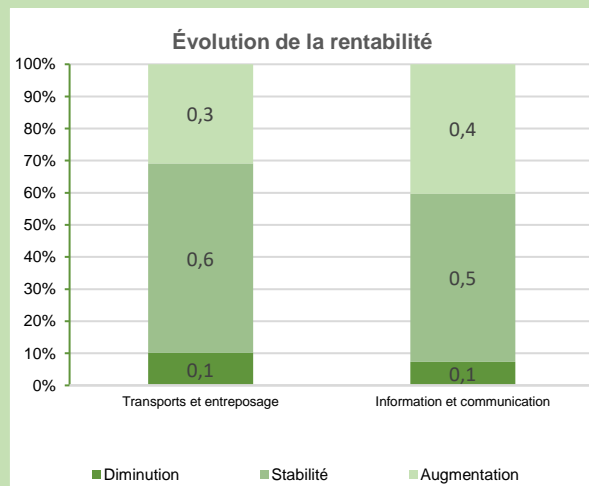
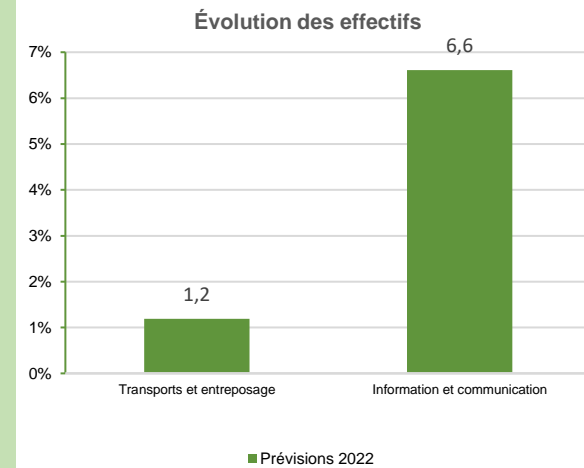
Chiffre d'affaires

La crise sanitaire, via notamment le télétravail, a suscité une accélération de l'automatisation et de la digitalisation des process. De ce fait, la progression des chiffres d'affaires reste très vigoureuse dans les services informatiques. Dans le transport routier, les perspectives d'activité des chefs d'entreprise sont prudentes, ce qui n'est pas surprenant au regard des difficultés rencontrées en 2021 à répondre à la demande.

Effectifs

La forte croissance des dépenses informatiques devrait conduire le secteur des services informatiques à poursuivre ses recrutements.

Le secteur des transports routiers, une progression des effectifs est attendue, mais elle reste limitée dans un contexte où très vraisemblablement les difficultés de recrutement vont perdurer en 2022.

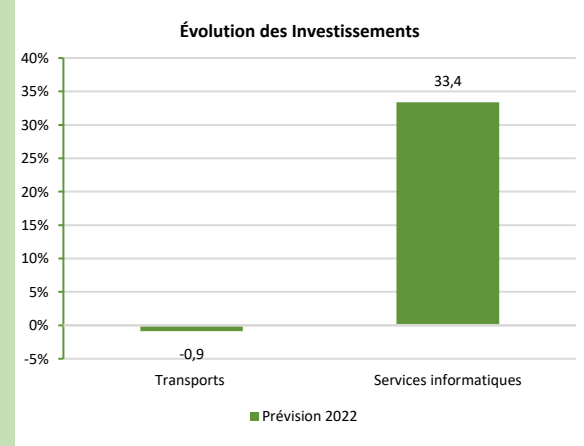


Rentabilité

Sans surprise, une très grande majorité d'entreprises anticipe au moins une stabilisation de la rentabilité en 2022.

Perspectives 2022

Tout comme l'emploi, l'informatisation accrue des entreprises clientes devrait conduire le secteur des services informatiques à poursuivre ses investissements. Dans les transports routiers, la conjugaison de difficultés d'approvisionnement en camions et de recrutement pourrait expliquer la légère diminution des investissements 2022. Il faut toutefois noter que les évolutions sont très variables d'une entreprise à l'autre.

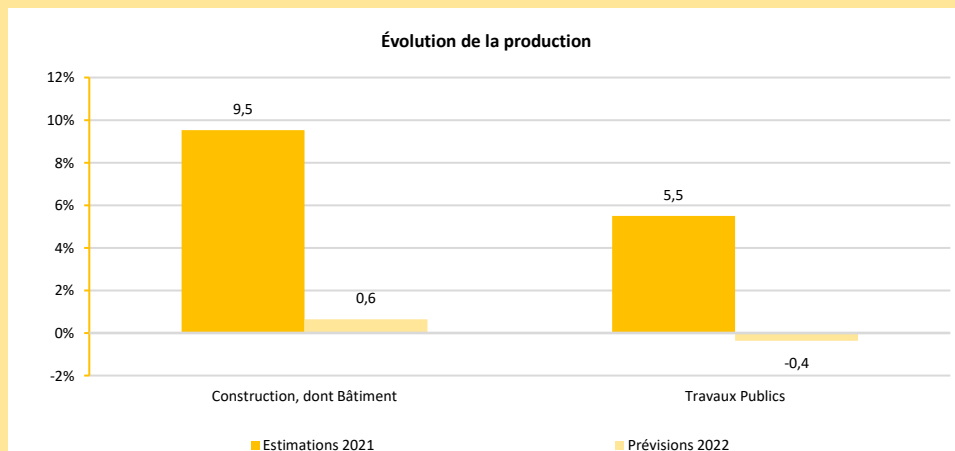


Investissements



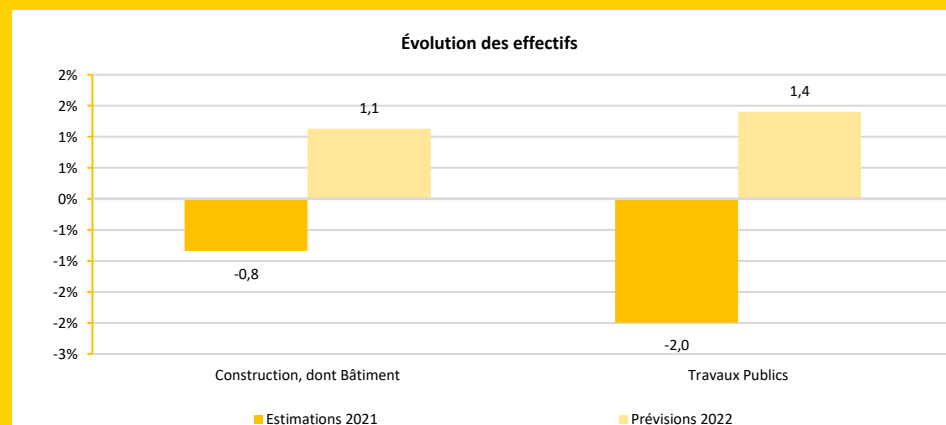
Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

Le secteur du BTP retrouve en 2021 le profil de croissance soutenue des années 2018-2019. L'activité en 2021 a nettement plus progressé que la hausse attendue en début d'année par les chefs d'entreprise. Pour autant, en dépit de carnets de commandes ayant atteint des niveaux historiques, des difficultés persistantes de recrutement et d'approvisionnement ont freiné l'activité.



En 2020, le secteur du bâtiment, qui avait connu une perte d'activité massive pendant le premier confinement, avait très rapidement rebondi, après les fortes pertes subies au 1^{er} semestre 2020. Le secteur retrouve donc en 2021 le profil de croissance soutenue des années 2018-2019. Après un repli de la production dans la construction en 2020 d'environ 6,5%, l'activité en 2021 a nettement plus progressé que la hausse attendue en début d'année par les chefs d'entreprise: 9,5 % pour une prévision d'environ 4%. Il faut toutefois souligner que la hausse des chiffres d'affaires incorpore un effet prix nettement plus significatif que dans l'industrie, lié à une forte revalorisation du prix des devis sur l'ensemble de l'année 2021. S'agissant des prévisions 2022, notre enquête confirme les résultats mensuels de notre enquête régionale: les difficultés persistantes d'approvisionnement et de recrutement devraient conduire à une stabilisation ou une très légère croissance de l'activité en 2022, dans un contexte où nombre d'entreprises en 2021 ont souvent été à la limite d'utilisation de leurs capacités de production.

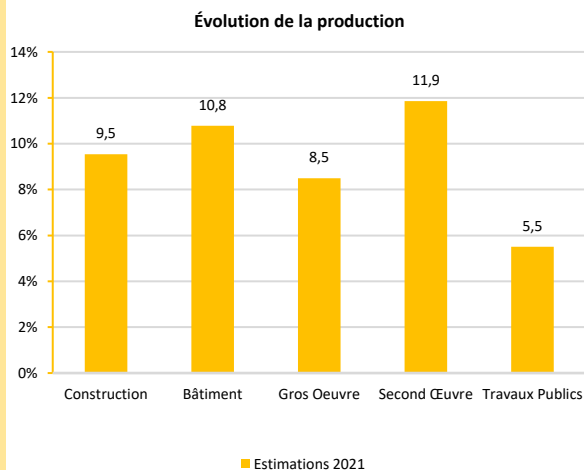
En 2020, comme l'industrie, l'ajustement des effectifs dans le BTP avait été de moindre ampleur que la contraction de l'activité. Néanmoins, en 2021, notre enquête ne confirme pas la légère progression des effectifs attendus début 2021, puisque l'on observe une baisse de 0,8 % contre une hausse prévue de 0,7 %. La baisse des effectifs est surtout visible dans les travaux publics. En 2022, les effectifs se redresseraient modérément, ce qui est cohérent avec les difficultés de recrutement persistantes rencontrées par les entreprises du secteur en 2021.





25%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

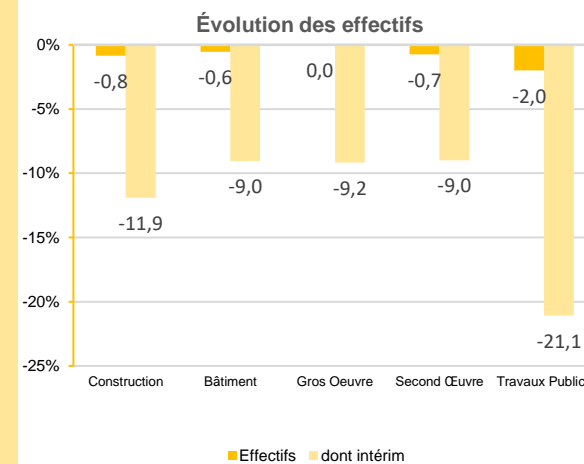


Production totale

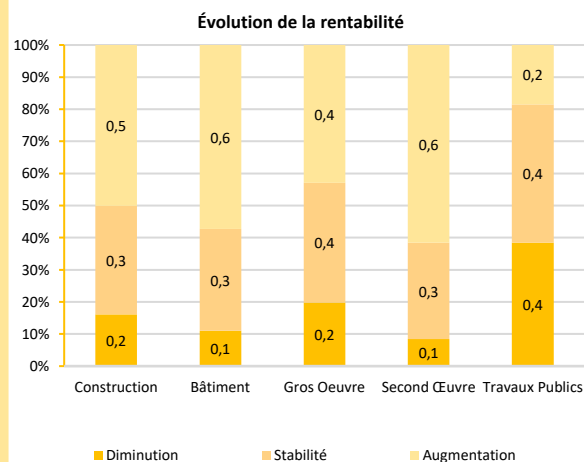
En 2020, le recul de la production dans la construction était d'un ordre de grandeur similaire dans le gros œuvre et les travaux publics, et un peu plus prononcé dans le second œuvre. En 2021, c'est ce dernier secteur qui enregistre le plus fort rebond de son chiffre d'affaires. Néanmoins, cette hausse incorpore un effet-prix lié à la revalorisation des devis.

Effectifs, dont intérim

Comme dans l'industrie, l'ajustement des effectifs en 2020 avait été de moindre ampleur que la contraction de l'activité. Néanmoins, en 2021, notre enquête ne confirme pas la légère progression des effectifs prévue début 2021, puisque l'on observe une baisse de 0,8 % contre une hausse prévue de 0,7 %. La baisse des effectifs est surtout visible dans les travaux publics.



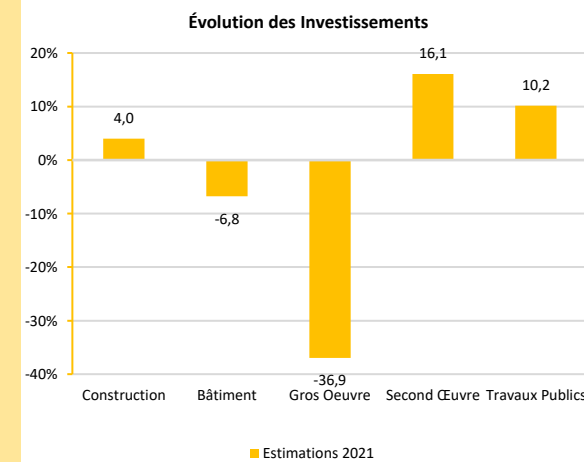
Bilan 2021



Alors que la rentabilité d'exploitation s'était détériorée pour plus de 50 % des entreprises, cette proportion tombe à environ 17 %, pourcentage très similaire à celui de 2019. En 2021, la forte croissance de la demande et la revalorisation des devis ont permis à 50 % des entreprises du secteur de redresser leur rentabilité d'exploitation.

Rentabilité

Les dépenses d'investissement s'étaient fortement contractées en 2020 (-23,5%). C'était dans le gros œuvre que cette contraction avait été la plus marquée, ce qui est à nouveau le cas en 2021 : c'est d'ailleurs ce sous-secteur qui entraîne à la baisse l'investissement au niveau global.

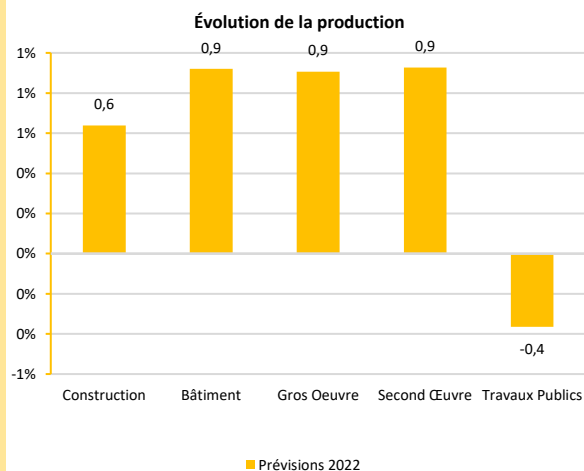


Investissements



25%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

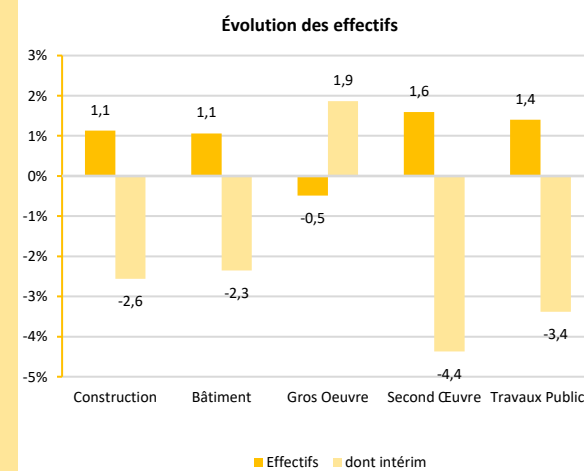


Production totale

S'agissant de 2022, l'activité se stabiliserait, alors que les entreprises de la construction ont affiché des niveaux d'activité historiquement élevés en 2021, à la limite de leurs capacités de production ; compte tenu des difficultés persistantes de recrutement et d'approvisionnement les niveaux d'activité se stabiliseraient en 2022.

Effectifs, dont intérim

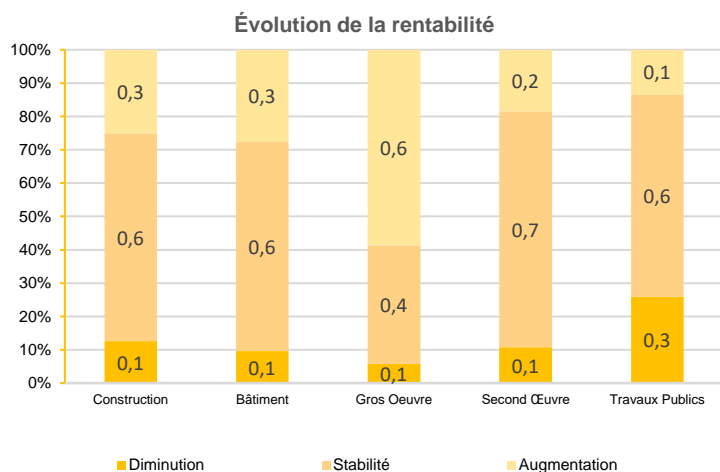
Les difficultés de recrutement antérieures à la crise sont réapparues dès 2020 et ont persisté en 2021. En revanche, en 2022, tout au moins dans le second œuvre et le BTP, les entreprises apparaissent plus optimistes quant à leurs perspectives de recrutement. En revanche, les volants intérimaires seraient orientés à la baisse.



Perspectives 2022

Alors qu'en 2020, la rentabilité d'exploitation s'était détériorée pour plus de 50 % des entreprises, cette proportion se situe aux environs de 17 %, soit un pourcentage très proche de celui observé en 2019.

En 2021, la forte croissance de la demande et la revalorisation des devis ont permis à 50 % des entreprises du secteur de redresser leur rentabilité d'exploitation, alors que début 2021, les chefs d'entreprise escomptaient majoritairement une stabilité de leurs résultats. En 2022, ils escomptent très majoritairement une stabilité de leur rentabilité exploitation.



Rentabilité



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2020-2021-2022).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

Secteurs	Part des effectifs dans le secteur marchand	Taux de couverture
Industrie	23.6%	47%
Construction	8.7%	24%
Transports	8.2%	32%
Services informatiques	2.2%	12%




Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Centre - Val de Loire Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

30 bis rue de la République - 45006 - ORLEANS CEDEX 1

 **02.38.77.78.47**

 **0615-emc-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Pierre-Michel FREMANN, Responsable du Pôle Études et Communication

Directeur de la publication

Marie-Agnès de CHERADE de MONTBRON, Directrice Régionale



CENTRE-
VAL DE LOIRE